

Grande-Bretagne La (re)construction d'une relation privilégiée

Dan O'Meara et Valeisha Sobhee

Volume 35, numéro 1, mars 2004

Sécurité et identité nationale

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/008449ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/008449ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

IQHEI

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

O'Meara, D. & Sobhee, V. (2004). Grande-Bretagne : la (re)construction d'une relation privilégiée. *Études internationales*, 35(1), 97–124.
<https://doi.org/10.7202/008449ar>

Résumé de l'article

Cet article étudie les termes dans lesquels l'État britannique a construit, à partir de l'entrée en fonction du gouvernement travailliste de Tony Blair en 1997, les valeurs profondes de l'« identité nationale britannique » dans un contexte global en évolution. Les auteurs tracent les façons dont le gouvernement Blair, de la guerre au Kosovo à l'invasion de l'Irak, s'est servi de ces valeurs profondes afin d'élaborer et de mettre en vigueur une nouvelle doctrine de sécurité nationale. L'article apporte une réponse partielle à la question de savoir comment un gouvernement engagé par sa rhétorique dans un programme privilégiant la solution pacifique des conflits internationaux, le multilatéralisme, l'ordre, la justice et le respect du droit international, a pu recourir à la guerre trois fois au cours d'une période de quatre ans, avec une fréquence et un empressement dépassant ceux de tous les gouvernements britanniques depuis 1945.

Grande-Bretagne La (re)construction d'une relation privilégiée

Dan O'MEARA et Valeisha SOBHEE*

RÉSUMÉ : Cet article étudie les termes dans lesquels l'État britannique a construit, à partir de l'entrée en fonction du gouvernement travailliste de Tony Blair en 1997, les valeurs profondes de l'« identité nationale britannique » dans un contexte global en évolution. Les auteurs tracent les façons dont le gouvernement Blair, de la guerre au Kosovo à l'invasion de l'Irak, s'est servi de ces valeurs profondes afin d'élaborer et de mettre en vigueur une nouvelle doctrine de sécurité nationale. L'article apporte une réponse partielle à la question de savoir comment un gouvernement engagé par sa rhétorique dans un programme privilégiant la solution pacifique des conflits internationaux, le multilatéralisme, l'ordre, la justice et le respect du droit international, a pu recourir à la guerre trois fois au cours d'une période de quatre ans, avec une fréquence et un empressement dépassant ceux de tous les gouvernements britanniques depuis 1945.

ABSTRACT : This article explores the terms in which the British state has constructed the core values of 'British national identity' in the changing global context since Tony Blair's New Labour party came to office in 1997. It traces the ways in which the Blair government has invoked national identity in the elaboration and implementation of a new national security doctrine from Kosovo to Iraq. The analysis provides a partial answer to the question of how a government rhetorically committed to an international agenda stressing the peaceful resolution of conflict, multilateralism, order, justice, and respect for international law, has resorted to war on three occasions in the space of four years, a frequency and alacrity surpassing that of any British government since 1945.

Cette article vise à analyser comment, depuis la guerre du Kosovo en 1999, le projet du gouvernement travailliste à redéfinir l'identité nationale britannique est devenu un élément clé dans la mise en vigueur d'une nouvelle doctrine de sécurité nationale du Royaume-Uni.

Notre analyse commence avec le postulat que l'identité nationale ne peut pas être prise comme un « fait historique » mais est plutôt un « processus en marche », l'agence se trouvant au cœur d'un tel processus¹. Comme le disait McSweeney :

L'identité n'est pas un fait de société ; c'est un processus de négociation entre des groupes et des personnes. Être britannique, irlandais, danois

* Respectivement professeur au Département de science politique à l'Université du Québec à Montréal et étudiante au programme de maîtrise en science politique à la même institution.

1. Ruth WODAK et al., *The Discursive Construction of International Identity*, Edimbourg, Edinburgh University Press, 1999, p. 11.

est la conséquence d'un processus politique, et c'est ce processus et non l'étiquette qui le symbolise, qui constitue une réalité qui nécessite une explication².

Si l'on conçoit l'identité dans ces termes, les institutions étatiques de la Grande-Bretagne en sont des vecteurs cruciaux, et des lieux de négociation dans ce processus en marche vers la définition d'une identité nationale britannique.

Le gouvernement de Tony Blair est entré en fonction en 1997. La mise en application de son projet à construire une « nouvelle Grande-Bretagne » a donné lieu à la plus vaste refonte des institutions et du fonctionnement de l'État britannique depuis trois cent ans. Des pouvoirs importants ont été transférés à un nouveau parlement écossais et à une assemblée galloise, également nouvelle. La composition et le rôle de la Chambre des Lords du parlement britannique, sont en cours de révision, et l'annonce en juin 2003 qu'une « Cour suprême » remplacerait les juges siégeant à la Chambre des Lords met en route une restructuration des anciennes institutions du système juridique britannique.

Ces changements dans les institutions clés de l'État vont de pair avec une vaste réorganisation des rouages de l'exécutif, afin de centraliser le pouvoir dans le bureau du Premier ministre. Bien qu'il soit trop tôt pour établir l'impact de cette refonte de l'État sur l'identité nationale britannique, une telle transformation des pratiques et institutions étatiques établies depuis longtemps est apte à conduire ces « processus en marche » sur des chemins nouveaux et potentiellement significatifs.

Ceci devient encore plus évident quand on prend en considération l'impact de ces changements institutionnels sur les controverses internes déjà orageuses à propos de l'identité. Le transfert des pouvoirs par Westminster à l'Écosse et au Pays de Galles ravive, et certains diraient, attise en quelque sorte le vieux débat sur les rapports entre l'identité « britannique » et celle des « nations » constituantes.

De plus, l'immigration à grande échelle à partir des anciennes colonies britanniques n'a pas seulement affecté de façon significative la composition linguistique, ethnique et religieuse de la population de la Grande-Bretagne, elle a également déclenché un débat profondément politisé sur la nature des nombreuses composantes de l'identité et sur les relations entre elles. Une enquête portant sur 15 000 Britanniques concluait en 2002 que « la plupart des gens vivant en Grande-Bretagne ne se considèrent plus comme 'Britanniques'³ ». La dérangement question de l'identité nationale se trouve au cœur de la culture britannique contemporaine.

2. Bill McSWEENEY, *Security, Identity and Interests. A Sociology of International Relations*, Cambridge, Cambridge University Press, 1999, p. 73. C'est nous qui soulignons.

3. « Majority Do not Feel They are British », *Daily Telegraph*, 18 décembre 2002.

Le premier ministre Blair exprima sa vision de « l'identité britannique » en 2001, en énumérant les valeurs de « tolérance, de compréhension, d'évolution personnelle, de sens solide de la famille, de loyauté et d'ouverture d'esprit sur le monde extérieur⁴ ». Le projet de son gouvernement d'une « nouvelle Grande-Bretagne » glorifie une telle diversité culturelle alors qu'une grande partie de l'opposition conservatrice déplore à la fois la diversité et le changement par des paroles pleines de nostalgie pour l'Empire et le mythe d'une « britannicité » homogène.

Il faut noter en second lieu que ces débats en cours sur les institutions politiques et l'identité britannique trouvent un écho dans la rhétorique radicalement différente du gouvernement Blair sur la place et le rôle de la Grande-Bretagne dans le monde. L'orientation traditionnelle de la politique étrangère et de sécurité des gouvernements britanniques pendant des siècles était bien résumée par la maxime, maintes fois répétée, de Lord Palmerston : « La Grande-Bretagne n'a pas d'amis permanents, ni d'ennemis permanents, elle n'a que des intérêts. » Tout au long de la guerre froide, il était pratiquement impossible de distinguer la politique étrangère poursuivie par le Parti conservateur pendant les trente années où il dirigea l'État britannique, de celle de son rival travailliste durant les seize années où il fut au pouvoir, entre 1945 et 1991. La « sécurité nationale » était le mot d'ordre des deux partis et tous les deux étaient fermement engagés dans l'Alliance atlantique avec les États-Unis.

Depuis 1997 cependant, des ministres ont insisté à maintes reprises sur le fait que la Grande-Bretagne cherche à « montrer la voie » et à agir comme « une force en faveur du bien » dans le monde⁵. Un mois après son entrée en fonction, le ministre des Affaires étrangères du nouveau gouvernement travailliste donnait les grandes lignes d'une nouvelle politique étrangère britannique désormais fondée sur « l'éthique », une politique qui plaçait « les droits de la personne au centre de ses intérêts⁶ ». Esquissant sa « doctrine de la communauté internationale » en 1999, le premier ministre Blair déclara que l'intérêt national de la Grande-Bretagne était d'être « largement guidée par la coopération internationale⁷ ». Un mois après le 11 septembre 2001, Blair déclara que la Grande-Bretagne aurait « le devoir moral d'agir » afin d'empêcher que ne surviennent de nouveaux génocides comme celui qui était arrivé au Rwanda en 2001⁸.

4. Tony BLAIR, « Prime Minister's New Year Message », 30 décembre 2001, www.no-10.gov.uk/output/page4173.asp.

5. George ROBERTSON, « Introduction », *Strategic Defence Review*, par. 19, juillet 1998, www.mod.uk/issues/sdr/intro.htm.

6. Robin COOK, « Human Rights Into a New Century », Conférence au Foreign Office, 17 juillet 1997, www.fco.gov.uk.

7. Tony BLAIR, « Doctrine of the International Community », Communication au Chicago Economic Club, 23 avril 1999, www.pm.gov.uk.

8. Tony BLAIR, « Speech to the Labour Party Conference », Brighton, 2 octobre 2001, www.sourdeuk.net/indexf.html?01974.

Le gouvernement Blair avait sans aucun doute fait un effort majeur pour reformuler les valeurs prônées par l'État britannique en politique mondiale. En d'autres termes, ce gouvernement s'est donné la peine de refaire l'identité nationale. Le premier ministre Blair est bien connu pour être passé maître de la rhétorique politique et le maniement du langage se trouve au cœur de ce projet identitaire. Le journaliste qui fut autorisé à le suivre, pendant les trente jours menant à la participation britannique dans l'invasion de l'Irak, a écrit : « Il sera impossible (...) d'ignorer complètement ce que Blair a dit durant ces semaines. *Pendant de nombreux jours il n'a pratiquement rien fait d'autre que parler*⁹. » Puisque la façon dont Tony Blair a manié le langage et toute sa « représentation du monde », dans le but d'engager l'État britannique dans trois opérations militaires majeures depuis 1997, sont devenues matière à débats passionnés, il est important d'avoir une idée claire sur le rôle du langage dans l'analyse du lien entre l'identité nationale et la sécurité¹⁰.

I – Représenter l'identité et la sécurité

Vue en termes d'un processus en cours de construction, l'identité est fondamentalement liée à la notion d'altérité, avec la construction de « l'autre » en tant qu'entité distincte de soi-même. « La logique de l'identité exige une définition de la différence, et la tentation de construire l'altérité s'introduit facilement dans cette logique¹¹. » Selon nous c'est cette logique de la différence qui conduit, dans certaines circonstances, à la *sécurisation* du prétendu conflit entre les intérêts politiques des États. Autrement dit, les acteurs étatiques dépeignent (ou représentent) cette différence de façon rhétorique comme une menace contre les valeurs fondamentales par lesquelles l'État en question définit son identité nationale, en ce sens que la différence ainsi évoquée est censée remettre en question la survie d'une représentation particulière de soi. Ainsi un discours sur la différence sécurisée s'intègre dans ce que Weldes appelle « l'imaginaire sécuritaire » de l'État : « Un imaginaire sécuritaire n'est rien d'autre qu'une construction de significations et de relations sociales bien établies à partir desquelles est créée une représentation du monde des relations sociales¹². »

Illustrons ce point concrètement. Les disputes courantes entre les gouvernements britanniques et français sont légion, et, à l'occasion, intenses. Les éléments dits populaires de la presse britannique publient régulièrement des

9. Peter STOTHARD, *Thirty Days. Tony Blair and the Test of History*, Londres, Harper Collins, 2003, p. 173. C'est nous qui soulignons.

10. En fait, de plus en plus de Britanniques semblent croire maintenant que Blair s'est servi du langage non seulement pour « construire » une menace irakienne, mais pour en « fabriquer » une.

11. William E. CONNOLLY, *Identity/Difference. Democratic Negotiations of Political Paradox*, Ithaca, Cornell University Press, 1991, p. 9.

12. Jutta WELDES, *Constructing National Interests. The United States and the Cuban Missile Crisis*, Minneapolis, Minnesota University Press, 1999, p. 10.

allégations malveillantes et chauvines sur les coutumes et les institutions françaises. On établit une nette différence entre la France et la culture britannique, et, en particulier, anglaise. Cependant, en dépit de ce profond sentiment de différence et du conflit d'intérêt, aucun discours politique sérieux en Grande-Bretagne contemporaine n'interpelle l'État français comme une menace à la survie des valeurs britanniques. L'imaginaire sécuritaire britannique ne construit pas « l'altérité » de la France comme une menace.

Comment et à quelles conditions la différence devient-elle une question de sécurité – c'est-à-dire une menace ? En premier lieu, la menace consiste toujours en une représentation rhétorique plutôt qu'en une réalité matérielle. Vu même en termes de cette métaphore discutable que nous propose le réalisme, celle de l'anarchie internationale, la simple existence d'armes de destruction massive aux mains de l'État X n'est pas intrinsèquement une menace pour l'État Y. Comme l'a remarqué Wendt, les 500 et quelques têtes nucléaires britanniques n'ont jamais été traitées comme une menace par les acteurs de l'État américain. Cependant la possibilité que la Corée du Nord ou l'Iran, ou l'Irak de Saddam Hussein puissent posséder ou construire ne serait-ce qu'une seule arme nucléaire est dépeint comme une menace mortelle pour les États-Unis¹³. La menace est ainsi une affaire de perception, elle est essentiellement subjective (ou plus précisément *intersubjective*), elle est toujours construite de façon rhétorique.

En deuxième lieu, ce que la rhétorique construit (ou représente) dans l'analyse de la menace – ce qui sous-tend la perception que certaines sortes de capacités matérielles (ou même d'actions) représentent actuellement une menace – est une définition particulière d'une *relation sociale* à l'intérieur d'un réseau plus large d'autres relations sociales. La Grande-Bretagne est conçue, dans le discours stratégique américain, comme une alliée fiable des États-Unis dans un monde dangereux, tandis que l'Irak de Saddam Hussein était représenté comme un ennemi potentiellement mortel. Cependant, ce sont ces mêmes agents institutionnels américains et, dans le cas de Donald Rumsfeld, ces mêmes individus qui, durant les années 1980, construisaient de façon discursive l'État de Saddam Hussein en tant qu'allié, lui fournissant des armes et n'élevant aucune objection contre son utilisation notoire d'armes de destruction massive contre sa propre population à Halabja. Peu de choses peuvent mieux illustrer le fait que la sécurisation de la différence dépende, par nature, du contexte. En elles-mêmes ces capacités matérielles et même ces actions sont intrinsèquement dépourvues de signification. Elles sont plutôt représentées comme étant emblématiques de relations sociales définies de façon rhétorique.

Cela soulève une troisième question : comment – à travers quels mécanismes – la différence ou l'altérité en arrivent à être sécurisée dans l'imaginaire sécuritaire ? Nous suivons ici Weldes en mettant l'accent sur le double processus d'articulation et d'interpellation :

13. Alexander WENDT, « Constructing International Politics », *International Security*, vol. 20, n° 1, p. 73.

Le mot « articulation » renvoie aux processus à travers lesquels *on produit du sens* à partir de matériaux culturels ou de ressources linguistiques bruts existants. Du sens se crée et se fixe *temporairement* grâce à l'établissement de *chaînes de connotations* formées au sein de divers éléments linguistiques. C'est ainsi que des termes différents en arrivent à prendre une signification, ou à se « convoquer » mutuellement. Ils se soudent en chaînes associatives qui forment un tout identifiable, sinon logiquement cohérent... Les processus d'articulation se répétant avec succès, ces éléments linguistiques finissent par sembler être liés de façon naturelle ou par une nécessité logique, et le sens qu'ils produisent finit par sembler naturel, et finit par sembler une description exacte de la réalité¹⁴.

Ce processus d'articulation est complété et, en partie, achevé par l'interpellation des sujets :

On crée des positions spécifiques au sujet quand on représente des rapports sociaux... La position ou l'identité de chaque sujet s'accompagne de possibilités de façons d'agir particulières dans le monde, est placée dans un réseau de relations spécifiques, et se caractérise par des intérêts particuliers... À l'intérieur de l'imaginaire sécuritaire d'un État, une grande variété de positions du sujet sont créées, y compris celles de divers États – à la fois « notre État » et « leur État », ou encore « nous » et « eux » (en fait, généralement, plusieurs « eux ») ainsi que d'autres sujets¹⁵.

Les discours étatiques ne sont jamais prononcés dans le vide : ils sont plutôt l'aboutissement provisoire et en évolution de processus politiques toujours contestés. Leur nature, leurs conséquences, et les multiples contestations à l'intérieur de tels processus varient dans chaque cas.

La construction d'un sens socialement légitime, voilà ce que contestent ces acteurs. En paraphrasant ironiquement la célèbre définition de l'État de Weber, on pourrait dire que le pouvoir peut être conçu comme la possession du monopole de la définition du sens socialement légitime. Jutta Weldes a repris la version classique de la politique bureaucratique de Graham Allison, en y ajoutant deux questions clés : à savoir qui a la parole dans telle affaire, et même de façon plus importante, qui doit être écouté¹⁶. Cependant, Weldes se limite essentiellement aux différents ensembles d'acteurs bureaucratiques de l'appareil d'État. Il nous semble quant à nous que ce processus social contesté de construction de soi-même et de construction de la menace contre soi-

14. J. WELDES, *op. cit.*, pp. 98-99. C'est nous qui soulignons.

15. *Ibid.*, p. 104.

16. Jutta WELDES, « Bureaucratic Politics. A Critical Constructivist Assessment », *Mershon International Studies Review*, n° 42, pp. 205-255. Nous référons ici à Graham ALLISON et Phillip ZELIKOW, *The Essence of Decision. Explaining the Cuban Missile Crisis*, 2^e éd. rév., New York, Longman, 1999. Le suicide de l'expert principal britannique des armements de destruction massive, le Dr David Kelly, met en relief la signification de ces deux questions.

même, implique une catégorie d'acteurs se situant au-delà de l'appareil bureaucratique de l'État. Différents éléments de la société civile (en particulier, la presse, certaines couches universitaires, des groupes de pression, et autres réseaux d'expertise) sont impliqués de façon cruciale dans le processus de définition de la signification légitime. De la même façon, dans des conditions d'interdépendance complexe, des réseaux transnationaux jouent aussi un rôle important dans les luttes en cours en vue de définir la signification socialement légitime (dans le cas présent, celle de la menace). Le rôle contesté de l'équipe d'inspection des armements de Hans Blix avant l'invasion anglo-américaine de l'Irak illustre bien ce dernier point.

Dans les cas où des États décident de faire la guerre, la plupart des débats politiques sur la signification – tels que la définition de la menace, la représentation des capacités présumées de l'ennemi, les entretiens contradictoires sur les conséquences de l'action X versus l'action Y, etc. – se déroulent à huis clos et sont classés parmi les plus importants secrets d'État. Cependant, l'analyse du discours officiel public, contrairement à celle du discours officiel privé, n'offre, au mieux, qu'une interprétation partielle des processus d'articulation et d'interpellation ainsi que des intérêts et des représentations impliqués dans ces luttes pour la définition légitime du sens.

Le rôle de la Grande-Bretagne dans l'invasion de l'Irak nous fournit une exception partielle intéressante. Le grand cri d'indignation publique soulevé par le suicide du docteur David Kelly et le conflit virulent entre le gouvernement et la BBC, tournaient sur la crédibilité du discours public, celui du gouvernement et celui des médias. Ce fut une dispute sur la signification et sur le processus, et elle conduisit à la convocation de la commission d'enquête dirigée par Lord Hutton. Les nombreux témoignages présentés devant cette commission lèvent un voile sans précédent sur le rôle des conversations officielles privées, et particulièrement sur le rôle des services secrets, à propos du processus grandement contesté pour définir le sens de la menace que l'État irakien était censé représenter¹⁷.

La construction sociale de l'identité nationale et l'évocation discursive de cette identité dans la sécurisation de la différence forment ainsi un ensemble de processus très complexe. Nous cherchons simplement ici à explorer ce que Weldes a appelé « les conditions linguistiques de l'existence » de tels processus, tout en reconnaissant que ce n'est que le premier pas d'un projet d'analyse plus large¹⁸.

17. Voir en particulier le rapport de la Commission parlementaire des Affaires étrangères, *The Decision to go to War in Irak*, HC 813-I et 813-II, www.parliament.the-stationery-office.co.uk/pa/cm200203/cmselect/cmfaff/813/813/pdf; et celui de la Commission sur le renseignement et la sécurité, *Iraqi Weapons of Mass Destruction. Intelligence and Assessments*, Cm 5972, septembre 2003, www.civil-service.net/wmd/iwmdia.pdf.

18. Jutta WELDES, *Constructing National Interests*, op. cit., pp. 109-112.

II – Les suites de la guerre froide

La fin de la guerre froide conduisit la Grande-Bretagne, comme toute autre grande puissance, à une réévaluation de sa politique de sécurité. Cependant, le cas britannique a été compliqué par le fait que sa place et son rôle dans l'Union européenne étaient en train d'évoluer et que l'on ne connaissait pas encore les effets à long terme de ces facteurs sur les fondements de la politique de sécurité britannique depuis 1941 – ses liens étroits, certains diraient sa dépendance, avec les États-Unis, la célèbre « relation spéciale ». C'était avant tout une question de définition de l'identité nationale – de ce que la Grande-Bretagne représentait, de sa place et de son rôle dans la politique mondiale. À l'époque de Margaret Thatcher, l'État britannique joua parfois le rôle de la plus belliqueuse des puissances anglo-saxonnes. Avec le départ de Thatcher en 1990, et particulièrement après l'arrivée de Bill Clinton à la présidence américaine en 1993, la nature de cette relation stratégique avec les États-Unis, et la politique de sécurité générale de l'État britannique devinrent moins nettes. Toutefois, la Grande-Bretagne restait étroitement liée à la politique de sécurité des États-Unis. Dès que le gouvernement du *New Labour* de Tony Blair eut remplacé les conservateurs de John Major en 1997, l'État britannique se rapprocha encore plus des États-Unis – bien qu'en même temps le premier ministre Blair favorisât activement la Défense européenne, passant outre aux objections de l'opposition conservatrice. Les chaleureuses relations personnelles entre Blair et Clinton pourraient, à prime abord, être expliquées, du moins en partie, par d'étroites affinités idéologiques entre les deux dirigeants, et leur conception libérale et multilatéraliste similaire en politique mondiale. Cependant, le gouvernement britannique et son Premier ministre se sont adaptés avec facilité et avec la même cordialité apparente à l'orientation idéologique très différente et aux visions de la politique mondiale préconisées par l'administration de George Bush fils.

L'explication la plus simpliste que l'on ait donnée de cette apparente énigme est que les deux dirigeants anglo-saxons sont tous les deux motivés par les mêmes convictions religieuses profondes et qu'ils prient ensemble¹⁹. Une explication légèrement moins grossière pourrait être trouvée dans l'imbrication des codes opérationnels des deux leaders. Selon Tony Blair :

Bush ne s'est jamais soucié de mon amitié avec Bill Clinton. Il considère que le problème des États terroristes et des armes de destruction massive est le problème de notre génération. Il se peut que nous soyons arrivés à cette conclusion par des traditions politiques différentes, des orienta-

19. Il est de notoriété publique que Tony Blair déteste répondre aux questions des journalistes concernant ses affinités religieuses avec Bush. Cependant, le journaliste britannique qui suivit Blair pendant les trente jours qui conduisirent à l'invasion de l'Irak fait la remarque que les deux leaders prient effectivement ensemble, P. STOTHARD, *op. cit.*, p. 107.

tions idéologiques différentes, mais nous deux nous voyons ce problème. Nous travaillons ensemble pour que les autres le voient aussi²⁰.

Quelles que soient leurs divergences idéologiques, le gouvernement Blair et l'administration de Bush fils sont tous les deux décidés à se servir de leur puissance pour remettre de l'ordre dans la politique mondiale, débarrasser le système international de ce qu'ils décrivent tous deux comme « le mal ». Ni l'un ni l'autre ne reculent devant le recours à la force pour réaliser ces objectifs. Comme l'expliquait son ministre des Affaires étrangères, le « thème dominant » du gouvernement Blair dans la première année de son exercice était « la nécessité d'appuyer la diplomatie par la menace d'une force crédible, contre ceux qui remettaient en cause la stabilité internationale²¹ ».

Les croyances et les codes opérationnels des chefs de gouvernement de toute grande puissance sont manifestement un facteur important dans la définition de l'orientation de l'État vis-à-vis de la sécurité extérieure. Cependant, ils sont insuffisants pour comprendre, d'une part, ce qu'est l'identité nationale et, d'autre part, le rôle de celle-ci dans l'élaboration d'une doctrine sur la sécurité. Dans le cas britannique, on doit chercher une explication plus satisfaisante dans l'évolution des discours d'acteurs clés au sein d'agences d'État responsables de la sécurité.

Dès son entrée en fonction, le gouvernement Blair lança une vaste révision de la politique de défense britannique. Son *Livre blanc* de 1998 établit la structure d'un « remaniement en profondeur de nos forces » en termes de l'identité nationale²². Le ministre de la Défense proclama que les Britanniques étaient

par instinct, un peuple internationaliste. Nous ne désirons pas rester inactifs et observer sans répondre les désastres humanitaires ou les agressions des dictateurs. Nous désirons montrer la voie, *nous désirons être une force pour le bien*. C'est pourquoi le Gouvernement s'est engagé à constituer une bonne défense, et une bonne défense est une politique étrangère cohérente²³.

Cette *Security Defence Review* (SDR) proposait une reconfiguration « radicale » des forces armées de la Grande-Bretagne et de la politique de défense

20. Cité *in ibid.*, pp. 69-70. Stothard soutient que « Tony Blair a compris très tôt que George Bush était décidé à le faire. Il était d'accord avec cette décision. Peu de gens en doutent maintenant. Même les preuves disponibles au grand public sont claires. Mais cette certitude est-elle arrivée jusqu'à la machine diplomatique ? Est-ce qu'assez de gens à Londres et à l'étranger ont compris combien l'Amérique avait changé depuis les attentats du 11 septembre ». *Ibid.*, p. 171.

21. Robin Cook, « House of Commons Hansard Debates », col. 440, The United Kingdom Parliament, 8 octobre 2001, www.parliament.uk/hansard/hansard/cfm.

22. « Introduction », *Strategic Defence Review*, par. 3, juillet 1998, www.mod.uk/issues/sdr/intro.htm.

23. *Ibid.*, par. 19.

dans le but de faire face aux « vraies menaces pour notre sécurité » et à « l'immense diversité des risques » dans « un monde changé dans lequel la confrontation de la guerre froide a été remplacée par un mélange complexe d'incertitude et d'instabilité²⁴ ». Caractérisant ces menaces comme « asymétriques²⁵ », la SDR prônait la riposte offensive : « dans le monde de l'après guerre froide, nous devons être prêts à aller vers la crise plutôt que d'attendre que la crise vienne à nous²⁶ ». La politique de défense britannique mettrait désormais l'accent sur les « capacités et les structures adaptées à des opérations expéditionnaires²⁷ » et la nécessité de les développer. En conformité avec l'importance que le programme électoral du Parti travailliste de 1997 attachait à « une industrie de défense britannique forte, qui constitue une partie stratégique aussi bien de notre infrastructure industrielle que de notre effort de défense²⁸ », la SDR fournit une longue liste de « la nouvelle génération d'équipements militaires » nécessaires à cette plus grande capacité de projeter la puissance britannique.

Le Royaume-Uni est le deuxième plus grand marchand d'armes du monde, contrôlant presque le quart du commerce mondial en armes, avec des ventes d'une valeur totale (déclarée) d'environ 5 milliards de livres qui sont envoyées dans plus de 140 pays²⁹. Tout en agissant comme « une force pour le bien » dans le monde, le gouvernement Blair a encouragé de façon agressive les exportations d'armes, même vers des pays qui n'ont aucun respect pour les droits de l'homme. Le Parti travailliste détient lui-même quelque 30 000 actions dans la plus importante compagnie d'armement, la « BAE Systems » aussi bien que dans d'autres grandes compagnies fabriquant des armes. Les « directives » du gouvernement Blair sur l'exportation d'armes précisent « que les intérêts nationaux britanniques devraient peser de tout leur poids lorsqu'il s'agit d'examiner des licences 'd'exportation d'armes' », énumérant ces intérêts nationaux comme « les effets sur les intérêts de la sécurité de la Grande-Bretagne, sur les relations entre les pays bénéficiaires, les effets sur les intérêts économiques et commerciaux, et la protection de l'infrastructure industrielle du Royaume-Uni³⁰ ». Cela nous donne un aperçu intéressant, bien que partiel, de quelques-uns des intérêts en concurrence qui participent au processus continu de la sécurisation de la différence.

24. *Ibid.*, par. 2.

25. Celles-ci sont définies comme de « nouveaux risques qui menacent notre sécurité en s'attaquant à notre mode de vie... nous avons vu des formes de terrorisme nouvelles et terrifiantes... il y a un danger de plus en plus grand provenant de la prolifération de technologies nucléaires, biologiques et chimiques », *Strategic Defence Review. A New Chapter*, juillet 2002, par. 1.1.4, www.mod.uk/issues/sdr/newchapter/background.htm.

26. « Introduction », *Security Defence Review*, par. 6, www.mod.uk/issues/sdr/intro.htm.

27. Voir les commentaires sur la SDR dans « The Background », *Security Defence Review. A New Chapter*, juillet 2002, par. 3, www.mod.uk/issues/sdr/background.htm.

28. Cité dans Mark CURTIS, *The Web of Deceit*, Londres, Vintage, 2003, p. 182.

29. *Ibid.*, p. 180.

30. *Ibid.*, p. 185, qui cite des publications officielles du parlement et du ministère des Affaires étrangères.

III –Le conflit du Kosovo

L'intervention militaire britannique de 1999 au Kosovo se présente sur un fond d'incertitudes et de dissensions internes. Alors qu'il y avait en Grande-Bretagne un consensus assez large en faveur d'une action visant à arrêter le massacre des Albanais de souche au Kosovo, il n'était pas du tout évident que l'engagement des forces britanniques serait la « bonne chose à faire ». Jusqu'à la fin, la légalité de l'opération resta contestée et controversée.

Une analyse à différents niveaux est nécessaire si on veut comprendre comment l'intervention britannique finit par être représentée comme légitime. Nous nous concentrerons sur l'articulation répétée des chaînes de connotation qui permirent au gouvernement Blair de définir le sens de l'intervention militaire de telle sorte qu'il ne semblait y avoir aucune politique de rechange.

Dès le début, l'État britannique présenta le *contexte* de la crise du Kosovo en des termes purement rhétoriques. Les actions des Serbes contre les Kosovars étaient placées dans le cadre d'une chaîne d'événements, qui, chacun et ensemble, faisaient revivre d'anciennes horreurs historiques. La situation au Kosovo était sans cesse dépeinte comme « une catastrophe humanitaire imminente ou réelle³¹ ». Des références fréquentes étaient faites à l'imminente « tragédie », au « désastre³² », et à « cette barbarie perpétrée contre d'innocents civils au Kosovo simplement à cause de leur identité ethnique³³ ».

À l'origine de cette attitude il y avait, en partie, la conscience de n'être pas intervenu plus tôt dans les années 1990, pour empêcher le désastre humanitaire et le génocide de Bosnie et du Rwanda.

Si nous avons agi de façon décisive avec des frappes aériennes lorsque Milosevic a envoyé des troupes en Slovénie pour la première fois (...) nous ne ferions peut-être pas face au désastre actuel. Nous n'aurions peut-être pas vu les massacres en Bosnie et le démembrement de ce pays³⁴.

Ces deux cas faisaient résonner des « cloches culturelles » qui avaient un profond retentissement : ils évoquaient le génocide nazi de la Deuxième Guerre mondiale, et l'inaction des puissances majeures devant l'holocauste. Ce parallèle historique était fréquemment évoqué par les partisans et les adversaires d'une intervention militaire britannique. Les termes rhétoriques utilisés par le gouvernement pour présenter le contexte du Kosovo étaient ainsi imbriqués dans une chaîne de connotations fortement émotives, dans le but de soulever l'opinion publique jusqu'à son comble.

31. Donald ANDERSON, in « House of Commons Hansard Debates », *op. cit.*, col. 550, 25 mars 1999.

32. John PRESCOTT, « Nous cherchons à mettre fin à la tragédie humaine qui est en train de se dérouler en ce moment (...) nous essayons d'empêcher une tragédie humanitaire au Kosovo », in *ibid.*, col. 484, 24 mars 1999.

33. Déclaration de Tony BLAIR sur le sommet pour le 50^e anniversaire de l'OTAN, « NATO Must Remain United and Resolute », in *ibid.*, col. 21, 26 avril 1999.

34. Ken LIVINGSTONE, in *ibid.*, col. 572, 25 mars 1999.

Cette chaîne de connotations au sein d'un discours si chargé d'émotions comporte une autre justification en faveur de l'intervention militaire, et qui se retrouve dans l'interpellation particulière de la subjectivité du Président serbe. Milosevic était constamment présenté comme un être machiavélique qui violait systématiquement des « valeurs universellement reconnues³⁵ ». Le premier ministre Blair insistait sur « la machine de guerre de Milosevic³⁶ » et sur « la terreur que Milosevic a déchaînée » contre le peuple du Kosovo³⁷. Les meurtres commis au Kosovo étaient directement associés à la présence de Milosevic à la tête de l'État serbe et, par voie de conséquence, on prétendait que la paix dépendait de son départ³⁸. Après le refus par Milosevic du compromis de Rambouillet, le premier ministre Blair anticipait quelque peu lui-même, en déclarant : « beaucoup de nos problèmes ont été causés par deux hommes dangereux et impitoyables – Saddam Hussein et Slobodan Milosevic³⁹ ».

Derrière cette représentation de Milosevic comme l'incarnation du mal se cachait une définition de ce qu'était la Grande-Bretagne, et qui étaient ses amis. La justification fondamentale de l'intervention militaire reposait sur la notion des valeurs et de l'identité britannique dont la promotion était faite par une série d'actes de langage affirmatifs. Parlant directement de l'affaire du Kosovo, le premier ministre Blair déclarait au « Chicago Economic Club » :

Notre existence en tant qu'États n'est plus menacée. Maintenant nos actions sont guidées par un mélange plus subtil d'intérêts réciproques et d'une détermination morale à défendre les valeurs que nous chérissons. En fin de compte, valeurs et intérêts ne font qu'un. Si nous sommes capables d'établir et de répandre les valeurs de liberté, de règne du droit, des droits de l'homme et d'une société ouverte, alors nous aurons servi également nos intérêts nationaux. *La diffusion de nos valeurs nous donne plus de sécurité*⁴⁰.

Ayant fixé ainsi les valeurs de la Grande-Bretagne, Blair déclara au Parlement que « c'est notre tâche collective de faire maintenant de cette victoire, celle de la justice contre le mal, une réalité pour le peuple du Kosovo qui a souffert depuis si longtemps⁴¹ ».

Cette évocation des valeurs britanniques qui doivent s'incarner dans la « doctrine de la communauté internationale » de Blair, élucide aussi l'allusion à l'allié principal de la Grande-Bretagne. On a dit aux Américains que la Grande-Bretagne était « une amie et une alliée qui se tiendrait aux côtés (des États-Unis), travaillerait avec (les États-Unis), façonnerait avec (les États-Unis)

35. Tony BLAIR, « Doctrine of the International Community », *op. cit.*

36. Tony BLAIR, « Speech to Muslim Council », 5 mai 1999, www.number-10.gov.uk/output/Page1329.asp.

37. Tony BLAIR, *The Evening Standard*, 12 mai 1999.

38. Robin COOK, in « House of Commons Hansard Debates », *op. cit.*, col. 538, 25 mars 1999.

39. Tony BLAIR, « Doctrine of the International Community », *op. cit.*

40. *Ibid.* C'est nous qui soulignons.

41. Tony BLAIR, « NATO Must Remain United and Resolute », *op. cit.*

le projet d'un avenir bâti sur la paix et la prospérité pour tous, seul rêve qui fasse que l'espèce humaine mérite d'être préservée⁴² ».

L'intervention militaire au Kosovo fut autorisée par l'OTAN, plutôt que par le Conseil de sécurité de l'ONU comme le requérait le droit international. Les discours officiels britanniques mettaient l'accent sur *la légitimité* morale de la campagne aérienne. Le ministre des Affaires étrangères soutenait que les conséquences de l'inaction seraient bien pires que les conséquences d'une action de l'OTAN⁴³. La justification qui rendait une telle action légitime en dépit de sa légalité douteuse, reposait sur le caractère extrême de la menace contre la sécurité humaine – et non pas contre celle de l'État. Cela marque un changement manifeste dans la rhétorique sur l'identité et la sécurité. Le monde a changé et la Grande-Bretagne doit vivre avec son temps. La « doctrine de la communauté internationale » de Blair soutient que la mondialisation a changé la signification de la sécurité :

La mondialisation a transformé notre économie et nos façons de travailler. Mais la mondialisation n'est pas seulement économique. C'est aussi un phénomène qui concerne la politique et la sécurité. Nous vivons dans un monde où l'isolationnisme n'a plus de raisons d'exister. Par nécessité, nous devons coopérer avec chacune des autres nations⁴⁴.

Cependant, on évoque aussi des définitions plus traditionnelles. L'action était nécessaire pas seulement pour sauver les Kosovars, mais parce que « s'absentir maintenant détruirait la crédibilité de l'OTAN⁴⁵ ». De nombreux débats parlementaires tournèrent autour de cette question. Le ministre des Affaires étrangères déclara à la Chambre des communes :

Notre confiance dans notre paix et dans notre sécurité *dépend de la crédibilité de l'OTAN* (...) que deviendrait la crédibilité de l'OTAN la prochaine fois que notre sécurité serait défiée si nous ne donnions pas cette garantie ? Les conséquences de l'inaction de l'OTAN seraient bien pires que les résultats de son action⁴⁶.

Bien que le gouvernement britannique ait affirmé fréquemment la prévalence de son internationalisme et de ses « valeurs humaines » sur la règle du respect de la souveraineté des États, il conserva une conception traditionnelle de la défense de sa sécurité et de la crédibilité de sa force :

La diplomatie, cependant, fonctionne mieux lorsqu'elle est soutenue par une menace crédible de la force (...). La logique de cette position veut

42. Tony BLAIR, « Doctrine of the International Community », *op. cit.*

43. Robin COOK, in « House of Commons Hansard Debates », *op. cit.*, col. 549, 25 mars 1999.

44. Tony BLAIR, « Doctrine of the International Community », *op. cit.*

45. Tony BLAIR, in « House of Commons Hansard Debates », *op. cit.*, col. 161, 23 mars 1999.

46. Robin COOK, *op. cit.*, col. 549, 25 mars 1999. Un député travailliste de gauche, outragé, caractérisa cela comme « l'argument que nous avons de tuer des gens pour montrer que nous sommes forts... nous avons déclaré la guerre pour prouver que l'OTAN est fort », Tony BENN, in *ibid.* col. 564, 25 mars 1999. C'est nous qui soulignons.

que, lorsque la diplomatie est en échec, nous devons envisager le recours à la force⁴⁷.

Alors, la redéfinition de l'identité britannique dans des termes internationalistes et éthiques n'a pas entraîné une redéfinition parallèle des intérêts britanniques. Cela devient encore plus évident lorsque nous examinons les conséquences du 11 septembre 2001.

IV – Les lendemains du 11 septembre

Les attentats terroristes du 11 septembre, furent chargés de symboles. Ils inspirèrent également au gouvernement britannique une réponse chargée de références symboliques. Les attaques survinrent moins de dix mois après que l'administration Bush eut remplacé celle de l'ami proche et allié idéologique du premier ministre Blair, Bill Clinton. Même avant le 11 septembre, l'administration Bush avait adopté une politique étrangère d'affrontement⁴⁸. Cela apparaissait comme totalement opposé à « la doctrine de la communauté internationale » libérale, multilatéraliste et internationaliste, préconisée par Downing Street avec tant de sérieux et de passion.

Le 11 septembre plaça le gouvernement Blair devant un dilemme. Il devint immédiatement évident à tous les observateurs que la réponse de l'administration Bush serait militaire, que cette réponse militaire américaine serait dramatique, de grande envergure et potentiellement destructrice des valeurs et des normes que le gouvernement Blair préconisait en politique mondiale.

Devant cette réponse anticipée des États-Unis, le gouvernement du Royaume Uni mettrait-il l'accent sur la communauté internationale, la promotion de la justice, l'attention à apporter aux racines du terrorisme, ou bien répondrait-il, plus conventionnellement, par le recours à la force militaire à ceux qui avaient mis en question la puissance et le prestige de son principal allié ? Comment l'État britannique choisit-il inmanquablement cette dernière option tout en se servant précisément de la rhétorique de son discours libéral ? C'est ce que nous analyserons maintenant.

Le 11 septembre inspira une réponse discursive peut-être encore plus énergique de la part de l'État britannique que de celle de l'administration Bush. Les questions de valeurs, d'identité et particulièrement d'altérité sont au centre du discours officiel britannique. Le premier ministre Blair déclara qu'il ne s'agissait pas d'« une bataille entre les États-Unis d'Amérique et le terrorisme, mais entre le monde libre et démocratique et le terrorisme⁴⁹ ». Le 11

47. Menzies CAMPBELL, *in ibid.*, 25 mars 1999.

48. Confrontation avec la Chine, renonciation aux Accords de Kyoto, insistance de la part des États-Unis pour installer leur système de défense antimissile même au prix d'une abrogation du traité ABM, etc.

49. Tony BLAIR, « Statement on attacks on the World Trade Centre », 11 septembre 2001, www.number-10.gov.uk/output/Page1329.asp.

septembre fut un coup porté « au cœur des valeurs dans lesquelles nous croyons » et « aussi une attaque contre la confiance dans notre économie, une tentative pour détruire cette économie⁵⁰ ». Pour son ministre des Affaires étrangères, les événements du 11 septembre représentaient « une attaque contre la démocratie et la civilisation » et contre « les valeurs de l'humanité et le règne du droit⁵¹ ».

Le discours officiel britannique insistait sur l'altérité et la démonisation de l'« autre ». Les auteurs de ces actes, leur soutien présumé et leurs financiers étaient présentés comme « le nouveau mal de notre monde actuel... des fanatiques qui sont totalement indifférents au caractère sacré de la vie⁵² ». L'action militaire contre le régime des talibans en Afghanistan était légitimée par le premier ministre Blair non seulement par l'appui présumé qu'il donnait à Al Qaïda, mais aussi par les menaces qu'il faisait peser sur les valeurs britanniques :

Nous savons que le régime des talibans est largement fondé sur le commerce de la drogue et que 90 % de l'héroïne qui circule dans les rues britanniques provient d'Afghanistan. Nous savons que la crise des réfugiés (d'Afghanistan) – 4,5 millions en exode même avant le 11 septembre – a des conséquences directes pour nous dans notre pays⁵³.

Une guerre pour évincer les talibans

n'était pas seulement une cause juste, bien que la cause soit juste. Elle est menée pour protéger notre pays, notre peuple, notre économie, *notre mode de vie*. Ce n'est pas une lutte sans rapport avec les soucis quotidiens des Britanniques; elle les touche de très près⁵⁴.

En agissant contre le « mal » représenté par ce nouvel « autre », le ministre des Affaires étrangères proclamait que la Grande-Bretagne défendrait tant ses propres valeurs profondes que « les valeurs de l'humanité, le règne du droit et la civilisation, valeurs qui sont partagées aussi bien par l'Orient que par l'Occident, par les Musulmans aussi bien que par ceux d'autres croyances et par la grande majorité des nations et des peuples du monde⁵⁵ ». Un député ministériel donna une justification rhétorique non moins puissante pour l'intervention militaire en établissant un lien entre le fascisme et « le réseau criminel auquel nous faisons face... Si nous cédon aux terroristes, eux, comme l'ont fait les fascistes dans le passé, s'enhardiraient et deviendraient encore

50. Tony BLAIR, in « House of Commons Hansard Debates », *op. cit.*, col. 814, 8 octobre 2001, www.parliament.uk/hansard/hansard/cfm.

51. Jack STRAW, in *ibid.*, col. 695, 4 octobre 2001.

52. Tony BLAIR, premier discours le 11 septembre 2001, BBC News, 11 septembre 2001.

53. Tony BLAIR, in « House of Commons Hansard Debates », *op. cit.*, col. 814, 8 octobre 2001.

54. *Loc. cit.* C'est nous qui soulignons.

55. Jack STRAW, in *ibid.*, col. 695, 4 octobre 2001. Le chef de l'opposition officielle s'est exprimé en termes identiques, Iain Duncan SMITH, in *ibid.*, col. 678, 2001.

plus décidés... la destruction de ce réseau d'assassins est, non seulement de l'intérêt de l'Occident, mais de celui du monde civilisé⁵⁶ ».

Le discours officiel britannique insistait sur deux éléments supplémentaires de la définition de l'identité nationale. Il s'agissait d'une part, des relations entre l'État britannique et les États-Unis comme une composante clé des valeurs incarnées dans l'identité nationale britannique ; d'autre part, de la façon dont cette « relation spéciale » avec les États-Unis permettrait à la Grande-Bretagne d'assumer un rôle dirigeant plus important en Europe. Les valeurs britanniques deviendraient ainsi « un pont » ou un « phare » pour l'émergence d'une nouvelle identité de la communauté internationale.

Dans un important discours de politique étrangère, le premier ministre Blair articulait des chaînes d'association dans le but explicite de délégitimer des voix importantes de la société britannique (ainsi que dans son propre parti), qui soulignaient l'écart entre les valeurs démocratiques et sociales du projet du Parti travailliste d'une « nouvelle Grande-Bretagne » et celles de l'administration de droite de Bush. Blair justifia son étroite alliance avec l'administration Bush en associant, de façon rhétorique, les valeurs profondes du libéralisme et de la démocratie sociale britanniques à des éléments de la culture civique américaine :

La société américaine a des défauts, comme nous avons les nôtres.

Mais je pense à l'Union des États américains née de la victoire sur l'esclavage.

Je pense à sa Constitution qui, en garantissant à chaque citoyen des droits inaliénables, est un modèle pour le monde.

Je pense à un noir, né dans la pauvreté, qui devint le chef des forces armées et qui est maintenant le secrétaire d'État Colin Powell *et sincèrement je me demande si une pareille chose pourrait arriver chez nous.*

Je pense à la Statue de la liberté et aux nombreux réfugiés, aux émigrants et aux pauvres gens passant au large de son phare et se disant qu'un monde nouveau pourrait appartenir, sinon à eux-mêmes, du moins à leurs enfants.

Je pense à un pays où les gens qui réussissent bien dans la vie *ne sont pas questionnés sur leur accent, leur classe sociale, leurs origines*, mais reçoivent de l'admiration pour ce qu'ils ont fait et le succès qu'ils ont remporté.

Je pense à ces New-Yorkais que j'ai rencontrés, toujours sous le choc, mais résolus ; aux pompiers et à la police pleurant leurs camarades mais gardant toujours la tête haute.

56. David WINNICK, in *ibid.*, col. 846, 8 octobre 2001.

Je pense à tout cela et je réfléchis : oui, l'Amérique a ses défauts, mais *c'est un pays libre, une démocratie, c'est notre alliée, et certaines réactions au 11 septembre trahissent une haine de l'Amérique qui doit faire honte à ceux qui l'éprouvent*⁵⁷.

Cependant, cette association rhétorique des affinités entre les valeurs profondes britanniques et l'identité nationale américaine, n'empêche pas une reconnaissance sans la moindre illusion des implications de la puissance américaine et de la menace potentielle de l'unilatéralisme américain. Tony Blair semble croire qu'il serait plus dommageable pour la paix et la sécurité internationales si les États-Unis agissaient seuls, que de les voir soutenus (et, là, en partie contraints) par les autres grandes puissances⁵⁸. Il déclara à ses conseillers les plus proches : « si Washington veut aborder un problème, vous devez le reconnaître, vous assurer que c'est vrai, prendre l'affaire au sérieux et ne pas vous dérober⁵⁹ ».

Après avoir associé l'identité britannique aux valeurs américaines sur le plan discursif, le Premier ministre établit le lien entre les relations de la Grande-Bretagne avec les États-Unis et l'évolution de sa place et de son rôle en Europe. L'Europe était présentée comme essentielle pour l'économie britannique et « une grande partie de notre poids politique est engagée en Europe ». Mais pendant 50 ans, « la Grande-Bretagne a, d'une façon peu caractéristique, suivi et non pas mené le projet européen ». Tandis que son gouvernement restait « un pilier solide de notre alliance avec les États-Unis », il était également « déterminé à jouer à fond son rôle dans la construction de la destinée de l'Europe... L'Europe n'est pas une menace pour la Grande-Bretagne. L'Europe est une chance à saisir ». Les valeurs étaient à nouveau au cœur de son discours. La notion que Blair avait de l'identité britannique se trouvait, en particulier, validée par son rôle qui conduisait à la fois vers l'alliance atlantique et vers la construction d'une nouvelle communauté internationale :

C'est en prenant ce qu'il y a de mieux dans les modèles de développement anglo-saxons et européens que la Grande-Bretagne pourra espérer un avenir prospère. L'esprit d'entreprise américain ; l'esprit de solidarité européenne. Nous avons, là aussi, une chance à saisir. *Non pas seulement celle de construire des ponts politiques, mais des ponts économiques.*

Quelle est la réponse à la crise actuelle ? Non pas l'isolationnisme, mais le monde marchant avec l'Amérique pour former une communauté.

*Quelle est la réponse à donner aux relations de la Grande-Bretagne avec l'Europe ? Non pas le renoncement, mais comme membre dirigeant d'une communauté grâce à laquelle, alliés avec d'autres, nous gagnerons de la force*⁶⁰.

57. Tony BLAIR, « Speech to the Labour Party Conference », *op. cit.*, 2 octobre 2001. C'est nous qui soulignons.

58. P. STOTHARD, *op. cit.*, p. 87.

59. *Ibid.*, p. 206.

60. Tony BLAIR, « Speech to the Labour Party Conference », *op. cit.*

Deux thèmes ressortent du discours sur la « crise actuelle » : celui, ressassé, de la Grande-Bretagne comme « pont » entre l'Europe et les États-Unis et celui de la construction d'une nouvelle « communauté internationale ». Le discours officiel britannique fait largement écho au jugement largement répandu sur le fait que « tout a changé » le 11 septembre. Comme Bush fils, Tony Blair mettait l'accent, à la fois, sur le nouveau contexte et sur la détermination de son gouvernement à se servir d'une force vigoureuse et préventive dans une nouvelle guerre contre le terrorisme. Cependant, tandis que la rhétorique américaine évoquait les thèmes hégémonistes du « Projet pour un nouveau siècle américain », le discours officiel britannique mettait l'accent sur les chances d'un ordre mondial plus équitable qu'apporterait le nouveau contexte international. L'action militaire britannique est présentée dans des termes rhétoriques et selon des valeurs très différentes de la rhétorique du genre « vous-êtes-avec-nous ou vous-êtes-contre-nous » de l'administration américaine.

Se référant directement au 11 septembre, Blair déclarait à la conférence du Parti travailliste en octobre 2001 : « C'est une occasion à saisir. On a secoué le kaléidoscope. Les pièces sont dispersées. Bientôt l'ordre sera rétabli. Mais avant que cela n'arrive, réorganisons ce monde autour de nous⁶¹. » La Grande-Bretagne ne devrait pas seulement agir pour punir les coupables, et détruire « l'appareil terroriste partout où on pourrait le trouver » mais pour garantir que :

De l'ombre de cet événement émergera un espoir ... durable et bon, au sein des nations d'un nouveau commencement où nous chercherions à résoudre les désaccords d'une façon calme et ordonnée ; une plus grande compréhension entre les nations et entre les croyances ; et, avant tout la justice et la prospérité pour les pauvres et les démunis, de sorte que partout les gens puissent voir la possibilité d'un avenir meilleur en travaillant fort et en se servant du pouvoir créatif du citoyen libre, et non en ayant recours à la violence et à la sauvagerie des fanatiques... Je crois que c'est un combat pour la liberté. Et je désire en faire aussi un combat pour la justice⁶².

À côté de l'envolée rhétorique du Premier ministre, d'autres formes de discours officiel tiraient des conclusions encore plus pratiques. Dans les suites du 11 septembre, le ministère de la Défense lança, à la hâte, une révision de sa reconfiguration « radicale » des forces armées et de la doctrine de défense qu'il proposait en 1998 dans la *Security Defence Review*. Publié en 2002, ce *Nouveau chapitre* de la SDR tirait quatre conclusions majeures du 11 septembre.

61. *Ibid.*

62. *Ibid.* Un commentateur britannique connu décrit la teneur générale de ce discours comme « un moment où la politique britannique est devenue vigoureusement et sans honte, sociale-démocrate. Le jour où elle est devenue missionnaire et presque suédoise dans sa quête de la justice universelle ». Polly TOYNBEE, « He promised to take on the world. And I believed him », *The Guardian*, 3 octobre 2001.

La première résidait dans la nature de la principale menace à laquelle l'État britannique était censé devoir faire face. Alors que la SDR de 1998 avait eu raison de caractériser cette menace comme « asymétrique », elle se serait trompée en limitant de telles menaces à « celles relevant d'une gamme de *tactiques* qu'un adversaire pourrait utiliser ». Les attaques du 11 septembre « ont montré que de telles actions avaient une portée potentiellement *stratégique*⁶³ ». En deuxième lieu, à la lumière de cette nouvelle menace stratégique, la politique de sécurité britannique avait maintenant « pour but principal l'élimination du terrorisme en tant que force capable d'entraîner des changements dans les affaires internationales⁶⁴ ». En troisième lieu, tandis que les efforts britanniques faisaient partie d'une « riposte internationale » à cette nouvelle menace, le ministre de la Défense insistait sur le fait que « le 11 septembre et ses suites, soulignent en particulier l'importance de la relation transatlantique... Notre capacité à opérer aux côtés des États-Unis (et aussi avec d'autres partenaires, particulièrement en Europe mais également ailleurs) sera la clé des succès futurs⁶⁵ ». Enfin, depuis 1998, les opérations militaires au Kosovo et dans le reste des Balkans, au Sierra Léone, au Timor oriental et « à l'intérieur et autour de l'Afghanistan » avaient « amplement justifié » les conclusions de la *Security Defence Review*⁶⁶. Le ministre de la Défense insista sur le fait que « l'importance donnée aux *opérations expéditionnaires* menées habituellement de concert avec nos alliés, ait permis au Royaume-Uni de jouer un rôle clé dans la configuration de l'environnement de la sécurité internationale⁶⁷ ».

V – L'invasion de l'Irak

Dès son entrée en fonction, le gouvernement Blair se donna pour tâche de chasser Saddam Hussein de l'Irak : « Je suis entièrement d'accord avec le fait que le principal objectif de notre politique soit d'obtenir le départ de Saddam Hussein et de tout faire pour y arriver... Si nous pouvons trouver le moyen de le faire, nous le ferons⁶⁸ ! »

Il existe une similitude remarquable entre le processus à travers lequel « l'altérité » de l'Irak fut sécurisée et le processus mis en œuvre dans la crise du Kosovo. Une fois encore, c'était le *contexte* qu'on présentait comme déterminant. On disait que la crise avait moins à faire avec l'Irak qu'avec la crise de « l'ordre mondial » de l'après-onze septembre. « Elle (la crise irakienne) doit être résolue, bien sûr pour traiter l'affaire de l'Irak, mais aussi pour garantir que *l'autorité de l'ordre international* soit maintenue⁶⁹. » Puisque le gouvernement

63. *The Strategic Defence Review. A New Chapter*, par., 1.1.4, juillet 2002.

64. *Ibid.* par. 1.1.5.

65. « Introduction by the Secretary of State for Defence », *ibid.*, par., 1.1.2. www.mod.uk/issues/sdr/newchapter/intro.htm.

66. *Ibid.*

67. *Ibid.* C'est nous qui soulignons.

68. Tony BLAIR, « House of Commons Hansard Debates », *op. cit.*, col. 1103, 17 décembre 1998.

69. Foreign Secretary, Jack Straw, cité dans M. CURTIS, *op. cit.* p. 9. C'est nous qui soulignons.

Blair se dépeignait comme un des piliers de cet ordre mondial, une fois de plus, les conclusions à en tirer se déduisaient de l'identité de la Grande-Bretagne comme grande puissance, et de la crédibilité de cette puissance britannique devant la « nouvelle menace », celle « du chaos, du désordre, de l'instabilité⁷⁰ ». En précisant les causes de cette nouvelle menace, Blair mettait l'accent sur les conséquences de l'altérité :

Une menace qui a sa source dans une perversion de la vraie foi islamique, dans des groupes terroristes extrémistes comme Al Qaïda. Elle se développe dans des pays qui sont instables, des dictatures habituellement répressives qui se servent des richesses dont ils disposent, pour protéger et accroître leur puissance, grâce à la capacité qu'ont les armes chimiques, biologiques ou nucléaires de provoquer des destructions massives.

Qu'ont-ils en commun ces *jumeaux du chaos – le terrorisme et ces États voyous dotés d'armes de destruction massive* ? Ils ne répondent à aucun mandat et ainsi, leur pouvoir absolu n'est pas limité par la volonté des gens ordinaires. Ils sont excessifs et inhumains. Ils détestent et redoutent les valeurs libérales, démocratiques et de tolérance. Et leur but est de nous déstabiliser⁷¹.

En déclarant devant le Parlement que « la structure des relations internationales pour la prochaine génération était en jeu⁷² », Blair mettait l'accent sur le fait que l'affaire irakienne concernait à la fois, les valeurs et les questions qui se trouvent au cœur de l'identité britannique et le rôle de la Grande-Bretagne dans la politique mondiale :

De cette décision dépend le sort de beaucoup de choses : savoir si nous aurons la force de reconnaître *le défi mondial du 21^e siècle, et de le relever... à savoir quelles institutions et alliances formeront notre monde dans les années à venir*. Battre en retraite maintenant, reviendrait, je crois, à *mettre en péril tout ce que nous avons de plus cher*. À transformer les Nations Unies en moulin à paroles ; à étouffer les premiers progrès obtenus au Moyen-Orient ; à laisser le peuple irakien à la merci d'événements sur lesquels nous aurions renoncé à exercer tout contrôle en vue de les améliorer ; à *dire à nos alliés qu'au moment même de l'action, à ce moment même où ils ont besoin de notre détermination, la Grande-Bretagne a hésité*⁷³.

Devant les ambassadeurs de la Grande-Bretagne réunis à Londres, le premier ministre Blair déclara que la question de l'Irak se ramène

à un thème fondamental. Les valeurs que nous défendons : de liberté, des droits de l'homme, du règne du droit, de la démocratie, elles sont

70. Tony BLAIR, « I want to solve the Iraq issue via the United Nations », Glasgow, 15 février 2003, labour.org.uk/tbglasgow/.

71. *Ibid.* C'est nous qui soulignons.

72. Cité dans P. STOTHARD, *op. cit.*, p. 92.

73. Tony BLAIR, « House of Commons Hansard Debates », *op. cit.*, col.773, 18 mars 2003. C'est nous qui soulignons.

toutes des valeurs universelles reconnues. Dans le monde entier, pourvu que l'occasion leur en soit donnée, les hommes les désirent. Mais ils doivent rechercher parallèlement une autre valeur : la justice, les chances données à tous... Le consensus pourra être obtenu s'ils poursuivent ces buts tout en gardant le sens de la loyauté, de l'égalité, du partenariat. *Notre rôle est de tirer parti de toutes les ressources de notre histoire, unique par son ampleur pour un pays de notre taille, dans le but d'unifier les nations autour de ce consensus*⁷⁴.

Comme dans le cas du Kosovo, la justification d'une action militaire en Irak était construite de façon rhétorique par des interpellations répétées de la subjectivité du Président de l'Irak. Saddam Hussein fut dépeint comme la personification du mal, non pas seulement comme un meurtrier de masse, un suppôt du terrorisme et un possesseur d'armes de destruction massive, mais comme un homme qui avait ruiné son pays. Sous le régime de Saddam :

Un pays qui, en 1978, un an avant qu'il s'empare du pouvoir, était plus riche que la Malaisie ou le Portugal. Un pays où, aujourd'hui, sur 1 000 enfants irakiens 135 meurent avant l'âge de 5 ans – 70 % de ces morts sont causées par des diarrhées et des infections respiratoires qu'on pourrait facilement prévenir. Un pays où presque un tiers des enfants nés dans le centre ou le sud de l'Irak souffrent de malnutrition chronique.

Où 60 % des gens dépendent de l'aide alimentaire. Où la moitié de la population rurale ne dispose pas d'eau potable.

Où, chaque année et, maintenant, à l'heure où nous parlons, des dizaines de milliers de prisonniers politiques languissent dans des conditions épouvantables dans les prisons de Saddam et sont exécutés de façon routinière. Où, au cours des 15 dernières années, plus de 150 000 musulmans chiites du sud de l'Irak et musulmans kurdes du nord de l'Irak ont été massacrés ; ajoutons les quatre millions d'Irakiens en exil dans le monde entier, y compris 350 000 maintenant en Grande-Bretagne. *Ce n'est pas un régime qui posséderait des armes de destruction massive mais qui serait par ailleurs inoffensif. C'est un régime qui bafoue chacun des principes ou valeurs auxquels nous croyons*⁷⁵.

Toutes ces ignominies réunies dans la personnalité du Président irakien étaient citées comme une raison de faire la guerre. Cette rhétorique prétendait, une fois encore, que la crédibilité de la puissance britannique, et ce que la Grande-Bretagne « signifiait » dans le monde, étaient en jeu. À moins qu'une action soit entreprise pour mettre fin à la « menace » irakienne, « lorsque nous aurons à faire face à d'autres menaces, où sera notre autorité ? Et quand nous poserons une exigence la prochaine fois, quelle sera notre crédibilité⁷⁶ » ?

74. Tony BLAIR, « Address to British ambassadors in London », 7 janvier 2003, www.number10.gov.uk/output/Page1765.asp. C'est nous qui soulignons.

75. Tony BLAIR, « I want to solve the Iraq issue via the United Nations », *op. cit.*

76. Tony BLAIR, « House of Commons Hansard Debates », *op. cit.*, col. 125, 25 février 2003. C'est nous qui soulignons.

La crédibilité de la force britannique était aussi représentée dans le contexte de l'alliance avec les États-Unis. En juin 2003, Tony Blair et George Bush discutèrent de la « doctrine de l'attaque préventive » telle qu'elle s'appliquait à l'Irak⁷⁷. On dit que le Premier ministre avait été convaincu que les États-Unis avaient l'intention d'attaquer l'Irak sans tenir compte de la position des autres États, et sa pire crainte était « les conséquences sur le monde d'une victoire unilatérale » sur l'Irak⁷⁸. Le discours de Blair s'orientait donc vers deux objectifs : obtenir que les États-Unis « combattent l'Irak avec un soutien international » dans le cadre des Nations Unies⁷⁹ ; veiller à ce que la Grande-Bretagne agisse comme un « pont » entre les États-Unis et l'Europe. Blair disait au Premier ministre polonais que « l'Europe ne doit pas être une alliance antiaméricaine... Quand tout sera fini, nous devons nous remettre ensemble. Mais si l'Europe se pose en rivale, ne comptez pas sur nous. Si l'Europe désire être un partenaire, comptez sur nous⁸⁰ ».

VI – Le sens contesté

La vaste controverse en Grande-Bretagne autour de l'action militaire contre l'Irak, tournait autour de trois thèmes : l'absence d'autorisation de l'ONU ; la crédibilité de la déclaration officielle selon laquelle l'Irak possédait des armes de destruction massive ; et, la forme particulière que prenait la collaboration de la Grande-Bretagne avec l'administration américaine. Dans les trois cas il s'agissait de luttes autour de la définition du sens socialement légitime, pour savoir si le discours officiel était crédible, et pour savoir comment cette façon de représenter l'Irak était en conformité, ou non, avec les valeurs profondes de la société britannique. Nous nous concentrerons brièvement sur les deux derniers points afin d'illustrer les aspects du « processus de négociation entre les groupes et les personnes » à travers lequel l'articulation entre l'identité nationale et la sécurisation de la différence fut établie dans la question irakienne.

Le 24 septembre 2002, le Premier ministre présenta au Parlement britannique un dossier désormais célèbre sur l'Irak, mettant l'accent sur deux griefs majeurs : l'Irak « poursuivait la fabrication d'armes chimiques et biologiques », et l'État irakien pouvait rendre opérationnelles des armes de destruction massive « en 45 minutes⁸¹ ». Ce dernier grief fut répété quatre fois⁸². Ajouté à une allégation portée plus tard et selon laquelle l'État irakien avait cherché à acheter au Niger de l'oxyde d'uranium, ce discours assignait une signification très précise à l'État irakien afin de construire une chaîne de connotations dans laquelle cet État était clairement interpellé comme une menace

77. P. STOTHARD, *op. cit.*, p. 64.

78. *Ibid.*, p. 85.

79. *Ibid.*, p. 171.

80. Cité dans *ibid.*, p. 42.

81. Tony BLAIR, « House of Commons Hansard Debates », *op. cit.*, col. 3, 24 septembre 2002.

82. INTELLIGENCE AND SECURITY COMMITTEE, « Conclusions and Recommendations », *Iraqi Weapons of Mass Destruction. Intelligence and Assessments*, Cm 5972, par. P, septembre 2003, www.civil-service.net/wmd/iwmdia.pdf.

immédiate et imminente qu'il fallait traiter militairement. L'altérité était sécurisée sous une forme dramatique.

Ces déclarations déclenchèrent une tempête politique en Grande-Bretagne. Deux questions prennent de l'importance. En premier lieu, comme la preuve en avait été faite clairement devant la Commission d'enquête Hutton, le discours public du Premier ministre induisait en erreur afin de faire croire que l'Irak détenait des capacités militaires que le discours officiel privé était incapable de démontrer⁸³. En deuxième lieu, tous les témoignages indiquant que Blair induisait en erreur lèvent en partie le voile qui dissimulait des aspects cruciaux du discours *privé* aux yeux du public. Ainsi, on a un aperçu unique du vrai « processus de négociation », du véritable combat pour la définition du sens légitime à l'intérieur de l'État britannique.

La Commission sur le renseignement et la sécurité de la fonction publique britannique a vérifié les données brutes du renseignement sur les supposées armes de destruction massive irakiennes, ainsi que les analyses et les commentaires sur ces renseignements. Son rapport qualifie le langage de Blair dans le célèbre dossier du 24 septembre 2002 comme excessivement « affirmatif », mettant ainsi en lumière comment ce dossier, et ceux qui ont suivi, se trompaient sur un nombre de points clés⁸⁴. En premier lieu, on donnait « l'impression que Saddam poursuivait activement la fabrication d'armes chimiques et biologiques, et en même temps le faisait sur une grande échelle ». Cela dépassait les déclarations des services de renseignement qui « ignoraient ce qui était produit et dans quelle quantité⁸⁵ ». En second lieu, la fameuse déclaration sur les 45 minutes oubliait de mentionner, d'une part qu'elle provenait d'une source unique, non corroborée, et d'autre part qu'elle concernait des armes à utiliser *sur le champ de bataille* et non pas des armes *stratégiques*. On juge « peu utile pour la compréhension de cette question⁸⁶ » le fait que le Premier ministre ait oublié de faire mention du contexte et de l'évaluation de la situation qui sous-tendaient la fameuse déclaration sur les 45 minutes. La commission qualifie aussi de « malheureuse » l'omission, dans la version finale du dossier du 24 septembre, de cette partie de la première version dans laquelle le Premier ministre reconnaissait que les armes irakiennes n'étaient « pas considérées comme une menace actuelle ou imminente contre le territoire du Royaume Uni », mais plutôt contre les forces qui pourraient être déployées (lors d'une possible invasion de l'Irak⁸⁷). En se déclarant « troublée », la commission condamne comme « de peu d'utilité » et « potentiellement trompeuse » le fait que le ministère de la Défense n'ait pas révélé que deux membres de son personnel du renseignement avaient contesté ces déclarations par écrit, et, aussi, qu'une

83. Voir www.the-hutton-inquiry.org.uk.

84. INTELLIGENCE AND SECURITY COMMITTEE, « Annex B. ISC Comments on Foreign Affairs Committee Report », *op. cit.*, par. 16 *et passim*.

85. « Conclusions and Recommendations », *op. cit.*, par. N.

86. *Ibid.*, par. P.

87. *Ibid.*, par. O.

injonction du Ministère ait interdit à ces membres de faire part de leurs « inquiétudes » devant la commission⁸⁸. Enfin, la commission cite les allégations du Chef du Service de coordination des renseignements selon lesquelles « une chute du régime irakien augmenterait les risques que la technologie de guerre chimique ou biologique, ou des produits de cette nature » puissent tomber « entre les mains de terroristes, pas nécessairement d'Al Qaïda ». La commission souligne le fait que le premier ministre Blair en était conscient et qu'il « croyait qu'il y avait un autre risque, celui de laisser se développer des *liens possibles* entre le terrorisme et les armes de destruction massive, et a fait son évaluation sur cette base⁸⁹ ».

Des membres de divers services de renseignement britanniques contestèrent également l'analyse qui avait été faite des renseignements à l'état brut, et, en particulier la façon dont le premier ministre Blair s'en est servi pour caractériser la menace. La Commission sur le renseignement et la sécurité déclare que cela avait été « une erreur » de la part du gouvernement « de ne pas avoir consulté les services [de renseignement] avant que leurs conclusions ne soient tombées dans le domaine public », et que cette façon de faire était « contre-productive » et « dévaluait la qualité de travail des agences⁹⁰ ». Le gouvernement s'en était depuis « excusé » auprès des services de renseignement⁹¹.

Ce rapport, qui fait autorité, sur les renseignements britanniques au sujet de l'Irak, conclut que l'on « attend toujours le verdict du jury » à propos de l'existence d'armes chimiques et biologiques en Irak⁹². Le langage bureaucratique modéré employé constitue, en fait, une critique dévastatrice de la crédibilité des chaînes de connotation que le gouvernement Blair a cherché à construire. Ces significations ont été contestées par d'autres sources officielles. L'invasion de l'Irak a conduit à la démission du Cabinet de Robin Cook, le leader de la Chambre des communes, et ancien ministre des Affaires étrangères. Cook a récemment rapporté une discussion qui eut lieu deux semaines avant l'invasion de l'Irak et au cours de laquelle, Tony Blair est censé lui avoir dit que « le Premier ministre ne croyait pas que les armes de Saddam présentaient un 'danger réel et actuel pour la Grande-Bretagne', ni qu'elles pouvaient être déployées en 45 minutes⁹³ ». Au cours du discours qu'il prononça à l'occasion de sa démission, Cook soutint que

L'Irak n'a probablement pas d'armes de destruction massive dans le sens communément admis de ces mots – à savoir un dispositif crédible capable d'être lancé contre une cible stratégique urbaine. Il possède probablement toujours des toxines biologiques et des munitions chimiques tacti-

88. *Ibid.*, par. 5.

89. *Ibid.*, par. V.

90. *Ibid.*, par. 134-135.

91. « Annex B : isc Comments on Foreign Affairs Committee Report », *ibid.*, par. 32.

92. *Ibid.*, par. 4.

93. Mémoires de Robin Cook citées dans *The Guardian Weekly*, vol. 169, n° 16, 9 au 15 octobre 2003, p. 11. Le bureau du Premier ministre rejeta les déclarations de Cook comme « absurdes », *ibid.*

ques, mais il les a depuis les années 1980 lorsque les compagnies américaines vendirent à Saddam du bacille de charbon et que le gouvernement britannique de l'époque autorisa la construction d'usines fabriquant des armes chimiques et des munitions. *Pourquoi est-il maintenant si urgent pour nous d'entreprendre une action militaire pour détruire une capacité militaire qui existe depuis 20 ans, et que nous avons aidé à créer*⁹⁴ ?

Un autre ministre justifia sa propre démission du gouvernement Blair par l'action militaire « préventive » contre l'Irak, qu'il qualifiait de « *contraire à nos valeurs et à notre mode de vie* » et au projet « internationaliste » que le gouvernement *prétendait représenter*⁹⁵.

Conclusion

Notre étude du discours sur l'identité nationale qu'a tenu l'État britannique, et de son lien avec la sécurisation de la menace depuis la crise du Kosovo révèle une cohérence de rhétorique remarquable. Les mêmes thèmes reviennent de façon constante ; les mêmes dispositifs rhétoriques sont employés pour créer des chaînes d'association semblables.

Le discours britannique met toujours l'accent sur la nouvelle politique et sur le contexte sécuritaire créé par l'interdépendance et la mondialisation :

La caractéristique clé du monde d'aujourd'hui est l'interdépendance. Votre problème devient mon problème. *Il faut s'y attaquer collectivement*. Tous ces problèmes, chacun à sa manière, menacent la capacité du monde à progresser d'une façon ordonnée et stable⁹⁶.

C'est le moment de « réaménager » le monde selon les valeurs dont la Grande-Bretagne se fait la championne : démocratie, liberté, justice, règne du droit, coopération et libre-échange. Mais si ce nouvel ordre mondial en train de naître est prometteur, il a aussi créé une nouvelle menace « asymétrique » – les « jumeaux du chaos », le terrorisme et les États voyous dotés d'armes de destruction massive. L'esprit d'« apaisement » est dangereux, il faut affronter directement ces menaces. Cela requiert du leadership et « le leadership a un prix : le courage d'apprendre et de changer; savoir montrer comment les valeurs qui ont bien résisté au passage du temps peuvent être appliquées de façon appropriée à chaque époque⁹⁷ ».

Ce qu'il nous faut, ce n'est pas tant une diplomatie de sagesse rétrospective, mais plutôt une diplomatie de prévoyance. Puisque *notre sens des valeurs peut nous renseigner utilement sur des problèmes à venir*, il s'ensuit que nous avons besoin des contacts, de l'expertise et de l'analyse de notre

94. Robin COOK, « House of Commons Hansard Debates », *op. cit.*, 18 mars 2003. C'est nous qui soulignons.

95. John DENHAM, *in ibid.*, col. 798, 18 mars 2003. C'est nous qui soulignons.

96. Tony BLAIR, « Speech to the Trades Union Congress », 10 septembre 2002, www.number10.gov.uk/output/Page725.asp. C'est nous qui soulignons.

97. Tony BLAIR, « Speech to the Labour Party Conference », *op. cit.*

réseau diplomatique de la meilleure qualité possible, de sorte que nous pouvons nous servir des *droits de l'homme et que le règne du droit fasse comme un genre de sonnette d'alarme*. Nous devons disposer de suffisamment de vision pour agir avant que les menaces ne se présentent⁹⁸.

La Grande-Bretagne n'hésitera pas à se servir de la force pour affronter ces menaces en cas de besoin, ses forces armées ont été reconfigurées en vue de cette nouvelle mission bien définie.

Mais aucun État agissant seul ne pourrait s'occuper de façon appropriée de ces « jumeaux du chaos ». Cela nécessite que soit forgé un « nouveau consensus international » et une nouvelle « communauté internationale ». La clé de la construction d'une telle communauté internationale réside dans la coopération entre l'Europe et l'Amérique. Il ne « peut y avoir de consensus international sauf si l'Europe et les États-Unis marchent ensemble. Chaque fois qu'ils sont divisés, les forces de progrès, les valeurs de liberté et de démocratie, les besoins sur le plan de la sécurité et de la paix, en pâtissent⁹⁹ ».

La Grande-Bretagne est bien placée pour jouer le rôle de « pont entre les États-Unis et l'Europe », à la fois sur les plans politique et économique¹⁰⁰. Bien que « la Grande-Bretagne doive être au centre de l'Europe », si d'autres puissances européennes (c'est-à-dire la France et l'Allemagne) devenaient anti-américaines, la Grande-Bretagne ne les suivrait pas. La Grande-Bretagne reste « le meilleur allié des États-Unis... non parce qu'ils sont puissants, mais parce que nous partageons leurs valeurs... [comme la Grande-Bretagne] les États-Unis sont une force au service du bien ». C'est le rôle de la Grande-Bretagne de se servir de sa relation privilégiée avec les États-Unis en vue d'un « bon résultat », afin de « les encourager à élargir leur programme », pour obtenir « qu'en retour les États-Unis écoutent à nouveau » la communauté internationale¹⁰¹. Quand les États-Unis affrontent les « jumeaux du chaos », « nous devrions être avec eux; et nous devrions, en retour, nous attendre à ce que ces questions soient débattues par la communauté internationale de façon modérée, raisonnable, pour que s'ouvrent de meilleures perspectives d'un avenir de justice et de sécurité à long terme¹⁰² ».

Ce qui est envisagé n'est rien moins qu'un nouvel ordre mondial. Une action résolue contre les « jumeaux du chaos » pourrait mener à de nouvelles normes internationales et même à un nouveau droit international :

Si les gens acceptent que ce que nous sommes en train de faire constitue une réponse appropriée et, à la vérité, morale, à la situation à laquelle

98. Jack STRAW, « Re-ordering the world », Conférence par le Secrétaire d'État au Foreign Policy Centre, 25 mars 2002, politics.guardian.co.uk/print/0.3858.4381536-108685.00.htm. C'est nous qui soulignons.

99. Tony BLAIR, « Address to British Ambassadors », *op. cit.*, 7 janvier 2003.

100. *Ibid.*

101. *Ibid.* C'est nous qui soulignons.

102. *Ibid.*

nous faisons face, cela constituera un élément important dans le développement du droit international¹⁰³.

Réaliser ce nouvel ordre international impliquait plus que l'action militaire contre les « jumeaux du chaos ». Cela exigeait aussi un programme ambitieux pour régler le différend israélo-palestinien, la confrontation nucléaire entre l'Inde et le Pakistan, etc.¹⁰⁴.

En dernière analyse, cependant, tout revient à la « relation spéciale » avec les États-Unis. Le dilemme actuel de l'État britannique était souligné dans le discours de démission de son poste de leader du gouvernement à la Chambre de l'ancien ministre des Affaires étrangères, Robin Cook, qui déclarait que la plupart des Britanniques sentaient

qu'ils avaient été engagés trop vite dans le conflit par une administration américaine qui avait son propre programme. Avant tout, ils se sentaient mal à l'aise de voir la Grande-Bretagne se lancer toute seule dans une aventure militaire sans l'appui d'une plus large coalition internationale, et malgré l'hostilité de beaucoup de ses alliés traditionnels¹⁰⁵.

Tony Blair mit en jeu une grande partie de son capital politique sur le plan intérieur et sur le plan international pour « élargir le programme américain » afin d'y inclure l'exigence qu'une action militaire contre l'Irak obtienne l'autorisation du Conseil de sécurité. Confrontée au refus de l'administration américaine, la « doctrine de communauté internationale » chère au libéralisme britannique s'écroulait au fur et à mesure que le Premier ministre s'empressait de se ranger derrière l'unilatéralisme américain. L'ancien ministre des Affaires étrangères de Blair parle de sa certitude « que la vraie raison pour laquelle il [Blair] a fait la guerre était qu'il trouvait plus facile de résister à l'opinion publique de Grande-Bretagne qu'à la demande du Président des États-Unis¹⁰⁶ ».

En fin de compte, la Grande-Bretagne a bien été traitée comme le partenaire junior. Le président américain « commença à bombarder Bagdad plus tôt que son meilleur allié ne s'y attendait », plusieurs des ministres les plus importants du Cabinet britannique l'ayant appris en écoutant la BBC¹⁰⁷. Le jugement de Mark Curtis n'est peut-être pas aussi cynique qu'il ne paraît au premier abord :

Le rôle de la Grande-Bretagne reste essentiellement impérial : agir comme un partenaire subalterne de la puissance mondiale des États-

103. Minister at the Foreign Office, Mike O'BRIEN, « Morality in Asymmetric Warfare and Intervention Operations », 19 septembre 2002, www.fco.gov.uk.

104. Tony BLAIR, « Speech to the Trades Union Congress », *op. cit.*

105. Robin COOK, « House of Commons Hansard Debates », *op. cit.*, col. 728, 18 mars 2003.

106. Mémoires de Robin Cook citées dans *The Guardian Weekly*, *op. cit.*

107. P. STOTHARD, *op. cit.* p. 102.

Unis ; contribuer à organiser l'économie mondiale au bénéfice des entreprises occidentales ; favoriser au maximum pour la Grande-Bretagne (c'est-à-dire les élites britanniques) une position politique importante et indépendante dans le monde et rester ainsi une « grande puissance¹⁰⁸.

108. M. CURTIS, *op. cit.*, p. 5.